

Ils veulent donner naissance à un transport citoyen

Les transports et la mobilité, des sujets récurrents dans le pays de Redon. Un groupe de citoyens a décidé de passer la deuxième en lançant un projet participatif autour de la mobilité partagée.

L'initiative

Vous n'avez pas de moyen de transport et vous souhaitez vous déplacer dans le pays de Redon ? Aujourd'hui, il n'y a pas cinquante solutions. À vrai dire, ça se résume presque à trois possibilités : les navettes urbaines, quand elles circulent; le coup de fil à un ami ou à un proche, ou le bon vieux stop avec le pouce en l'air.

Mais d'ici peu, cela pourrait changer. C'est du moins ce qu'espère un collectif citoyen qui a organisé une réunion publique, hier soir, pour lancer un projet autour de la mobilité partagée.

À l'invitation du Conseil de développement, une trentaine de personnes, membres de la société civile, élus, représentants institutionnels ou du monde associatif ont discuté d'un projet de transport collectif collaboratif. En partant d'une idée travaillée en amont par le Conseil de développement, la Cades, Mobhills, société spécialisée dans les études sur le transport, et des habitants du territoire.

De possibles créations d'emploi

« Le principe, ce serait d'avoir une offre de mobilité adaptée aux besoins mais, parce que la mobilité ça a un coût, avec un modèle économique qui fonctionne », explique Michel Jeannenot, patron de Mobhills.

Le tout en partant d'une idée simple : celle que les personnes circulant en voitures dans le pays de Redon le font avec des véhicules qui roulent rarement à plein. « Ce que nous avons envisagé, poursuit Michel Jeannenot, c'est de transformer nos trajets du quotidien en lignes de transport. Et cela, en les déclarant dans un réseau collaboratif. Moi, par exemple, je pars de



Jeudi soir, une trentaine de personnes du pays de Redon ont commencé à travailler sur un projet de transport collaboratif.

Sainte-Marie tous les matins pour emmener mes enfants à Redon. Ce trajet, je pourrais l'utiliser pour transporter d'autres personnes. »

Ambassadeurs du transport collaboratif

Un réseau qui fonctionnerait sur le principe de l'abonnement : 30 € par mois, que l'on soit conducteur ou passager, mais avec une utilisation illimitée du dispositif. Quant aux chauffeurs, ils seraient remboursés 0,30 € du kilomètre avec un plafond de remboursement de 60 € par mois. « Et si le modèle économique fonctionne, on peut ensuite envisager d'embaucher des chauffeurs pour conduire des minibus. Ça permet,

en plus, de créer de l'emploi à l'intérieur de notre territoire. »

Preuve que la question intéresse, ce sont par des « enfin ! », « il est temps de faire bouger les choses » ou autre « il faut améliorer l'offre de mobilité » que démarrent les groupes de travail. Avec, toutefois, de nombreuses interrogations. « Les gens sont-ils prêts à s'engager économiquement dans une offre de mobilité comme ils peuvent le faire pour l'offre alimentaire, comme on le voit avec les Amap », demande quelqu'un. « Pour que ça marche, il faut réussir à mobiliser les habitants du pays de Redon et pas seulement les Redonnais », assure une participante.

La question essentielle reste d'ailleurs de savoir comment faire fonctionner le projet ? Un dispositif à la Blablacar ? La mise en œuvre d'une application pour savoir quels trajets sont disponibles ? De nombreuses idées sont avancées, de quoi permettre de bonnes bases de travail.

« Il nous faut des chauffeurs et des passagers, mais aussi des ambassadeurs qui feront la promotion du projet », prévient Michel Jeannenot. Histoire que ce projet de transport, imaginé par les citoyens, ne s'arrête pas en si bon chemin.

Julien MOLLA.